Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution des communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes au Togo et tous les textes subséquents l'ayant modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 532-51/AP du 30 juillet 1951 portant création des communes-mixtes de Patimé, Atakpamé et Sokodé;

Vu le décret n° 57-31 en date du 22 février 1957 portant approbation du budget primitif de l'exercice 1957, modifié par arrêté n° 46-INT/PT du 3 mai 1957;

Vu le procès-verbal de la réunion du Conseil Municipal d'Atakpamé, en date du 6 décembre 1957;

Le conseil de cabinet entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée l'annulation de crédits au chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune d'Atakpamé, Exercice 1957 :

Chap. 3 — Service de la Voirie

Art. 1 — Enlèvement des ordures . . . 52.000

ART. 2. — Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune d'Atakpamé, Exercice 1957 :

Chap. 3 — Services de la Voirie

Art. 2 — Service d'Hygiène 8.000

Chap. 5 — Dépenses sociales

Art. 2 — Garderie d'enfants 3.000

Chap. 7 — Travaux d'investissement

Art. 5 — Stade Municipal 41.000

ART. 3. — Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et le Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République autonome du Togo

Fait à Lomé, le 31 décembre 1957.

N. GRUNITZKY.

DECRET N° 57-156 du 31 décembre 1957 portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la circonscription de Klouto — Exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo, modifié par le décret n° 57-359 du 22 mars 1957;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Territoires d'outre-mer et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription;

Vu le décret n° 57-74 du 18 juillet 1957 portant approbation du budget primitif de la Circonscription de Klouto;

Vu la délibération en date du 5 décembre 1957 du Conseil de Circonscription de Klouto;

Le conseil de cabinet entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée l'annulation de crédits au chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Klouto, Exercice 1957

Chap. 6 — Services sociaux — Personnel

Art. 2 — Personnel de la Santé 140.000

ART. 2. — Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget de la circonscription de Klouto, exercice 1957.

Chap. 2 — Services d'Administration Régionale

Art. 1 — Parag. 3 — Personnel des bureaux 100.000

Chap. 6 — Services sociaux — Personnel

Art. 1 — Personnel de l'Enseignement . . . 40.000

ART. 3. — Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et le Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié au *Journal officiel* de la République autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 31 décembre 1957.

N. GRUNITZKY.

DECRET N° 58-1 du 10 janvier 1958 accordant une autorisation personnelle minière à la Société « PROMINES » valable pour toutes les substances classées en 3^e catégorie, sur toute l'étendue du Territoire de la République autonome du Togo

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo, modifié par le décret n° 57-359 du 22 mars 1957;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo les pouvoirs du Gouvernement de la République autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957;

Vu le décret du 27 février 1924 modifié par le décret du 1^{er} juillet 1924 réglementant les autorisations personnelles en matière minières;

Vu le décret minier du 26 octobre 1927 réglementant la recherche et l'exploitation des gîtes de substances minérales au Togo, modifié par le décret du 26 décembre 1931 fixant le régime minier et les dispositions spéciales applicables aux hydrocarbures liquides dans les Colonies et Territoires sous mandat;

Vu le décret du 28 juillet 1938 portant modification du régime minier de certaines Colonies;

Vu le décret n° 57-63 du 29 juin 1957 plaçant les substances de la 2^e catégorie en zone réservée sur toute l'étendue des terrains sédimentaires et du Plateau continental riverain de la République autonome du Togo et réglant le mode d'attribution des droits miniers sur ces substances;

Vu le décret n° 57-38 du 12 mars 1957 concernant l'exercice des compétences des membres du Gouvernement Togolais, des Services et des agents de l'Administration en matière de réglementation minière;

Vu la demande de la Société « Promines » en date du 13 décembre 1957 formulée par son gérant, sollicitant une autorisation personnelle minière valable pour les substances de la 3^e catégorie, sur l'ensemble du Territoire du Togo;

Vu le récépissé de versement des droits fixes n° 270 du 24 décembre 1957 d'un montant de 5.000 francs CFA.;

Vu l'avis du Directeur des Mines et de la Géologie;

Sur le rapport du Ministre des Mines par intérim;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une autorisation personnelle minière est accordée à la Société « Promines » (Société à Responsabilité Limitée dont le Siège est à Margejols en Lozère, — France) en vue d'acquiescer pour les substances classées en troisième catégorie tous les titres miniers nécessaires à leurs recherches et éventuellement à leur exploitation sur toute l'étendue du Territoire de la République autonome du Togo.

ART. 2. — Cette autorisation personnelle est valable à compter de la signature du présent décret.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 10 janvier 1958.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

*Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur
et des Postes et Télécommunications,*

F. MAMA.

*Le Ministre des Travaux Publics, des Transports,
des Mines, de l'Economie et du Plan par intérim,*

L. B. YWASSA.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie p. i.,

G. APEDO-AMAH.

Le Ministre de la Santé Publique,

J. R. JOHNSON.

Le Ministre des Finances;

G. APEDO-AMAH.

*Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage
et des Eaux et Forêts,*

A. MEATCHI.

*Le Ministre du Travail, des Affaires Sociales
et de l'Instruction Publique,*

L. B. YWASSA.

Le Ministre de l'Information et de la Presse,

E. FIAWOO.

ADDITIF

au décret n° 57-59 du 25 mai 1957 portant procédure d'exécution des dépenses budgétaires de matériel.

A l'article trois — Paragraphe A.

Ajouter :

La présente disposition n'est pas applicable aux Programmes F.I.D.E.S. au Togo.

ARRETE N° 5/CAB/PM/MSP, du 9 janvier 1958 portant retrait des autorisations d'ouverture de certains dépôts de médicaments.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo, modifié par le décret n° 57-359 du 22 mars 1957;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957;

Vu l'arrêté n° 118 du 26 février 1929 créant dans le Territoire du Togo un service de l'Inspection des Pharmacies;

Vu le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 promulgué au Togo par arrêté n° 737-55/C fixant les modalités d'application de la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant aux Territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, certaines dispositions du Code de la Santé Publique relatives à l'exercice de la Pharmacie;

Vu l'arrêté n° 410 S/S du 5 août 1944 portant retrait des autorisations d'ouverture des dépôts de médicaments;

Vu l'arrêté n° 185/PM/MSP portant attribution d'une licence d'exploitation provisoire d'une officine de Pharmacie à Atakpamé en date du 18 octobre 1957;

Sur la proposition du Ministre de la Santé Publique après avis du Directeur de la Santé Publique (Inspection des Pharmacies):

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les autorisations d'ouverture de dépôts de médicaments à Atakpamé et dans les localités éloignées de moins de 20 kilomètres de cette dernière sont rapportées.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 janvier 1958.

N. GRUNITZKY.

ARRETE N° 6/PM/MIC du 10 janvier 1958 portant prorogation du mandat des membres de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957;

Vu le décret n° 57-359 du 22 mars 1957 modifiant le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu le décret du 15 mars 1917 approuvant le mode d'institution des Chambres de Commerce en A.O.F. rendu applicable au Togo par décret du 22 mai 1924;

Vu l'arrêté n° 434-54 du 11 mai 1954 portant réorganisation de la Chambre de Commerce du Togo et lui annexant une section agricole et industrielle;

Vu l'arrêté n° 171-56 du 29 février 1956 nommant les membres de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie;

Vu la lettre n° 230 du 13 décembre 1957 du Président de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie;